

“Le développement ne peut se faire sans nous”

Pouvez-vous nous présenter la région du Mali dont vous êtes originaire?

C'est la région de Diombokhou, près du lac Magui. Nos deux villages, étroitement liés, Diataya (3000 habitants) et Salamou (200 habitants), sont situés à 60 km au nord-est de Kayes. Diataya compte trois quartiers soninkés et deux peuls. Les activités agricoles sont très diverses (moutons, chèvres, vaches; maïs, mil, d'arachide, coton et haricots en saison des pluies; maraîchage en saison sèche).

Depuis trente ans, comment s'est organisée la solidarité avec Diataya et Salamou?

Dès le départ, les villageois présents en France ont créé une caisse de solidarité pour aider les personnes malades ou accidentées parmi nous, pour les rapatrier éventuellement au pays. Chacun d'entre nous envoie aussi de l'argent à sa famille.

En 1966, deux responsables de la communauté présente en France ont proposé de financer la construction d'une mosquée. A l'époque, la cotisation avait été fixée à 200 FF par an. La mosquée a été ouverte deux ans plus tard. Avec la sécheresse du début des années soixante-dix, l'eau est devenue non potable. Chaque quartier de Diataya et Salamou s'est mobilisé pour construire des puits que nous avons financés.

Pourquoi avoir créé une association?

Après l'expérience des puits, nous avons lancé un débat au sein de la communauté. Nous avons lu des journaux, écouté la télé et la radio. Notre conclusion a été celle-ci: le développement ne peut se faire sans nous. Nous avons rencontré les deux cents ressortissants de Diataya et de Salamou. Chacun des sept foyers de région parisienne, où nous sommes présents, a désigné deux délégués pour participer à un bureau provisoire. Le 12 août 1984, l'assemblée générale a décidé la création d'une association avec une cotisation annuelle fixée à 600 FF.

Boulaye Bidanessy travaille en France depuis 1963.

Il est président d'une association en lien avec son village natal. Avec Samba Sylla, membre de l'URDSR (1), il explique ses objectifs, ses actions et ses projets.

Vos actions concernent surtout le volet éducation. Pourquoi?

En 1984, trois priorités avaient été retenues: l'agriculture, la santé et l'éducation. L'agriculture nous intéressait car nous en sommes tous issus. Mais aucun d'entre nous n'avait fait d'études agricoles et on n'aurait pas pu maîtriser les projets. Concernant le centre de santé, nous n'avions pas de professionnel formé dans le village, capable de bien comprendre la façon dont les gens réagissent. Autre raison: il existait déjà deux centres de santé dans les villages voisins. Nous avons donc choisi de financer entièrement la construction d'une école de six classes (2). Nous avons eu l'accord du ministère de l'Education nationale au Mali (qui prend en charge maintenant trois des six enseignants). Le salaire des trois autres

enseignants est pris en charge par l'UDSR et l'association

Comment se passent vos relations avec le village?

Au village s'est constituée, sur nos conseils, une association avec qui nous sommes en relation permanente. Lorsque l'un d'entre nous retourne au pays, il participe à ses activités. Mais c'est le président de l'association locale qui convoque les réunions. Nous ne sommes pas les patrons. Les gens du village nous ont par exemple suggéré de les aider à créer un magasin coopératif (3). Chaque membre de notre association peut de France passer des commandes pour sa famille restée au village.

Sur la question de la participation des villageois, nous avons un débat avec eux. Nous pensons qu'ils ne peuvent pas payer une cotisation. En revanche, les 1300 personnes impossibles des deux villages pourraient contribuer, par exemple, à hauteur d'un mou (4). A l'avenir, nous souhaitons seulement compléter le financement des projets■

Recueillis par N. B.



1. Union des ressortissants diatayens et salaméens résidents en France (URDSR), 12 rue Guillauds, 93100 Montreuil.
2. Le coût de la construction de cette école, inaugurée en novembre 1989, a été de 25 millions de Fcfa. 433 enfants scolarisés en primaire.
3. Ouvert en mai 1993 (coût 1,5 million de Fcfa)
4. Un mou équivaut à 3,5 kg de riz.

QUELQUES LIVRES...

SUR LES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT

- Institut Panos. *Quand les immigrés du Sahel construisent leur pays*, éditions L'Harmattan, 1993. Outre le compte-rendu du colloque "Immigration et développement du Sahel" (juin 1992), cet ouvrage contient une synthèse de l'étude du socio-anthropologue Christophe Daum (Panos) sur le rôle des associations dans le développement de cette région.
- Philippe Lavigne Delville, *La rizière et la valise*, éditions Syros, 1991. Avec un sous-titre parfaitement explicite: "Irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal".

SUR LES MIGRATIONS ET LA VIE QUOTIDIENNE

- Ahsène Zehraoui, *L'immigration: de l'homme seul à la famille*, Ciemi, 46 rue de Montreuil, 75011 Paris - L'Harmattan, 1994, 95 FF. Une analyse de l'évolution de migrations "tournantes" au départ, devenues "de peuplement".
- Xavier Vandromme, *Viellir immigré et célibataire en foyer*, Ciemi - L'Harmattan, 1996, 95 FF. Le cas de la résidence sociale du Bourget en Seine-Saint-Denis.
- Rapport du groupe de travail interministériel - rapporteur: Jacques Barou-, *L'immigration en France des ressortissants des pays d'Afrique noire*, Secrétariat général à l'Intégration, 83 avenue Foch, 75016 Paris, 1992. Une somme d'informations et de chiffres précieux sur toutes les dimensions de l'intégration. Avec des propositions audacieuses: "Rechercher des formules permettant à la vallée du fleuve Sénégal de disposer toujours d'une présence constante de migrants en France en échange de leur acceptation d'un plus grand contrôle des flux".